

Questions orales

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais revenir au vice-premier ministre et à la question des pluies acides. Interrogé à ce sujet lors de sa conférence de presse, le président des États-Unis a déclaré: «Nous continuons à étudier la question». Le président a, sans aucun doute, de très bonnes qualités, mais il n'est pas réputé pour sa rapidité. Je ne demande pas au vice-premier ministre de nous raconter ce que les libéraux ont fait dans le passé ou autre chose. Je voudrais savoir si le gouvernement canadien est satisfait de la réponse du président à sa conférence de presse d'hier?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, nous sommes très heureux de l'initiative annoncée et je serai certainement très satisfait des résultats des discussions qui auront lieu entre le premier ministre et le président lorsqu'ils se réuniront ici au début d'avril.

LA DÉCLARATION D'UN MEMBRE DU CONGRÈS AMÉRICAIN DU MINNESOTA

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, à mon avis, la plupart des Canadiens pensent que les pluies acides constituent le problème écologique le plus important d'Amérique du Nord. Ils sont vraiment déçus de l'attitude de nos dirigeants des deux côtés de la frontière. Le vice-premier ministre sait-il qu'un membre du Congrès américain du Minnesota a déclaré ce matin que les démarches de notre premier ministre auprès du président à propos des pluies acides, entravaient les efforts du Congrès pour régler ce problème? Le gouvernement va-t-il cesser d'entraver les efforts des groupes de pression contre les pluies acides en prétendant que le président prend des mesures efficaces contre celles-ci alors que c'est faux? Ne vaudrait-il pas mieux que le gouvernement collabore directement avec les dirigeants du Congrès pour résoudre ce problème?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, il n'y a rien de mal, je pense, à ce qu'on exprime aux États-Unis différents points de vue, comme nous le faisons au Canada, à propos de ce problème très important. Je rappelle au député que l'on a fait des progrès considérables non seulement sur cette question, mais sur d'autres également. Par exemple, le 4 février 1987, le Canada et les États-Unis, ainsi que l'Ontario et l'État de New York, ont signé une déclaration d'intention qui, avec le concours de l'usine de traitement des eaux de la rivière Niagara, permettra de réduire de 50 p. 100 d'ici à 1996 la quantité de produits chimiques toxiques persistants dans la rivière Niagara. À l'automne 1985, il y a eu une déclaration d'intention mixte sur le contrôle des déchets dangereux des deux côtés de la frontière. On a signé un protocole d'entente établissant des mesures exceptionnelles pour faire face à des déchargements accidentels et non autorisés le long de la frontière intérieure.

M. Waddell: Ce n'était pas le président.

M. Mazankowski: Il y a eu un protocole d'entente portant sur la recherche et le développement dans les domaines d'intérêt commun des sciences et de la technologie. La dernière initiative, renforcée par le président, est également une bonne nouvelle.

M. Waddell: Une bonne nouvelle? C'est une bonne nouvelle?

M. Mazankowski: Pourquoi les députés d'en face ne veulent-ils jamais reconnaître les bonnes nouvelles ni les progrès effectués?

* * *

LES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

LES MISES À PIED AUX ATELIERS DE MONCTON

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, j'ai plusieurs questions importantes pour les provinces de l'Atlantique concernant le développement régional. Cependant, en l'absence du ministre responsable, je poserai ma première question au ministre des Transports. Le ministre sait que les citoyens de Moncton ont été durement éprouvés d'apprendre coup sur coup que la Générale Électrique du Canada Ltée n'a pas l'intention de s'installer dans la région de Moncton et que le CN a l'intention de fermer ses ateliers de Moncton. Le gouvernement s'est contenté jusqu'ici d'affecter quatre millions de dollars à l'aide aux travailleurs mis à pied. Le ministre sait que cela équivaut à 3 300 \$ pour chacun des 1 200 travailleurs alors que leurs salaires annuels s'élevaient à 32 millions de dollars. Le gouvernement du Canada croit-il sérieusement que quatre millions de dollars

• (1140)

Comme la compagnie Générale Électrique du Canada a annoncé qu'elle ne s'installerait pas à Moncton, le gouvernement envisagerait-il d'ordonner au CN de maintenir ses ateliers à Moncton et de ramener des travaux dans cette localité?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, nous sommes heureux de voir que le député est revenu à la Chambre après être allé à Terre-Neuve pour détrôner le chef libéral de la province. La rumeur veut que le député fera campagne pour la direction de ce parti et nous lui souhaitons bonne chance. S'il est élu, la Chambre des communes en sera certainement plus tranquille.

Au sujet de Moncton, la première chose que le gouvernement a faite pour aider la ville a été d'encourager le CN à trouver un autre employeur pour faire une partie des travaux. Le CN a réussi à intéresser la Générale Électrique du Canada, mais malheureusement deux des syndicats internationaux en place à Moncton ont refusé d'accepter l'entente qui avait été conclue. Il y a donc 303 chômeurs de plus qui auraient pu avoir du travail à Moncton.

Nous avons alors encouragé le CN à contribuer avec le gouvernement à un fonds de quatre millions de dollars pour aider Moncton à attirer d'autres industries pour améliorer la situation. De plus, le CN versera cette année en salaires dans la région de Moncton...